

« Le débat d'idées est essentiel dans une démocratie »

PAR **Brigitte Chapelain**

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2021/2 n° 88 , PAGES 279 À 287
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

ISBN 9782271138996

Date de mise en ligne : 16/12/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2021-2-page-279?!lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Coordination, Brigitte Chapelain

Grand entretien

... avec Sylvie Kauffmann

Sylvie Kauffmann

Le Monde

CNRS Éditions | Téléchargé le 05/06/2026 sur <https://shs.cairn.info> (IP: 216.73.217.69)

« Le débat d'idées est essentiel dans une démocratie »

Brigitte Chapelain : Si vous le permettez, je vais faire un rappel rapide de votre carrière. En sortant du Centre de formation des journalistes (CFJ), vous avez été correspondante aux bureaux de l'Agence France Presse (AFP) à Londres (1980-1984), Varsovie (1984) et Nouméa (1985). En poste à Moscou de 1986 à 1987, vous intégrez ensuite le journal *Le Monde*.

Sylvie Kauffmann : Puis j'ai fait l'Europe de l'Est de 1988 à 1993, avant de passer huit ans aux États-Unis. J'y ai vécu les deux mandats de Clinton et l'élection de Georges Bush. J'en suis partie juste avant le 11 septembre 2001, en août, et y suis revenue en reportage après.

Brigitte Chapelain : Après un retour au *Monde* de 2003 à 2006, vous devenez grand reporter en Asie du Sud-Est. Vous êtes en 2010 directrice de la rédaction du *Monde*, puis directrice éditoriale. La politique extérieure est-elle une affaire de hasard ou de choix ?

Sylvie Kauffmann : C'est vraiment un choix. Je viens d'une famille qui a voyagé. Mon père était médecin

militaire, pédiatre, et nous avons vécu à Madagascar, au Congo, en Côte d'Ivoire. J'ai passé mon bac à Abidjan. J'ai donc très tôt eu ce goût de l'ailleurs. Après des études de droit et Sciences Po à Aix-en-Provence, j'ai passé une année sabbatique en Espagne où j'ai enseigné le français et l'anglais. C'est là que j'ai décidé d'être journaliste, en voyant naître la presse libre, dont *El País*. J'ai passé le concours du CFJ à Paris. C'est l'international qui m'intéressait et en sortant du CFJ, je suis entrée à l'AFP. J'ai adoré l'AFP, où ne se fait pas que de l'information brute. On y est vraiment en première ligne, avec des moyens extraordinaires dans le monde entier, et un vrai travail en équipe.

Brigitte Chapelain : Qu'est-ce qui émerge le plus dans vos souvenirs ?

Sylvie Kauffmann : La période à Moscou et en Europe centrale m'a énormément marquée. Je me destinais plutôt à l'Amérique latine, qui me fascinait. J'avais passé un diplôme d'interprète d'espagnol en Espagne, je découvais les articles de Marcel Niedergang dans *Le Monde*,

qui était vraiment une légende pour moi. Le hasard m'a menée vers l'Est. En 1984, pendant les vacances d'été, on m'a demandé de faire un remplacement à Varsovie. Ce monde au-delà du Rideau de fer que je ne connaissais pas du tout a été une vraie révélation, malgré l'obstacle linguistique.

Brigitte Chapelain : Comment avez-vous fait ?

Sylvie Kauffmann : Il y avait des interprètes polonais, des gens très courageux dont beaucoup sont restés des amis, qui étaient en fait des journalistes et travaillaient pour des agences occidentales comme assistants traducteurs – on dirait maintenant fixeurs. Je découvrais la dimension humaine de ce système totalitaire. Le 22 juillet 1984, à l'occasion de la fête nationale, le général Jaruzelski avait décidé une amnistie. La plupart des détenus politiques se trouvaient à la prison de Rakowiecka, dans le centre de Varsovie. Ils sortaient au compte-gouttes par ces lourdes portes, et la première chose qu'ils disaient, après deux ans et demi de détention, c'était « je continuerai » : humainement et politiquement, c'était très impressionnant. Quelques jours plus tard, le père Popiełuszko, un prêtre très engagé aux côtés de Solidarnosc, avait organisé une messe dans sa paroisse de Saint Stanislas pour les prisonniers libérés ; à part ceux qui étaient repassés dans la clandestinité, ils étaient tous là, Michnik, Kuron et les autres, un monde fou était venu les soutenir, dans une ferveur extraordinaire. Quelques mois plus tard, Popiełuszko a été enlevé et assassiné par la police politique. L'AFP m'a renvoyée à Varsovie pour couvrir ses obsèques.

Brigitte Chapelain : Puis vous êtes allée en Nouvelle-Calédonie ?

Sylvie Kauffmann : L'AFP n'avait qu'un « stringer » – un pigiste local – à Nouméa et m'a envoyée pour ouvrir

un bureau permanent. Le lendemain de mon arrivée, Éloi Machoro, le leader indépendantiste a été tué par le GIGN. J'y ai passé sept mois, c'était passionnant, mais dur, très tendu, compliqué. J'avais envie de retourner en Pologne ; l'AFP m'a dit « le poste n'est pas libre, mais si tu veux aller à l'Est, un poste se libère au bureau de Moscou » : j'ai accepté. C'était fin 1985, Gorbatchev venait d'arriver au pouvoir, on n'avait encore aucune idée de ce que cela donnerait. Je suis arrivée juste après Tchernobyl, au printemps 1986. En fait, cette catastrophe a déclenché la glasnost, Gorbatchev a commencé à s'affirmer. C'était à nouveau un travail passionnant. Fin 1986, Gorbatchev prend son téléphone et appelle Sakharov, qui était en exil à Gorki depuis sept ans, pour lui annoncer qu'il peut rentrer à Moscou. Je n'oublierai jamais la scène du retour de Sakharov, le 23 décembre, sur le quai de la gare à 7 heures du matin. Il faisait nuit noire, un froid glacial, nous étions une quinzaine de correspondants occidentaux à attendre, les hommes du KGB partout autour de nous avec leurs têtes sinistres. Le train de Gorki finit par arriver, Sakharov, vieillard aux cheveux blancs, descend avec Elena Bonner, sa femme, et n'a pas l'air étonné de nous trouver là à l'assaillir de questions. Quand on lui demande « Qu'allez-vous faire maintenant ? », il nous répond, très serein, comme ceux de Varsovie qui sortaient de prison : « Je vais continuer bien sûr, je vais continuer pour la démocratie ».

Le régime soviétique a commencé à s'ouvrir, par à-coups. Les premières années, la volonté réformatrice de Gorbatchev n'était pas si évidente. Je pense qu'il a vraiment voulu réformer le système soviétique parce qu'il avait compris que l'impasse économique était totale, mais il a été dépassé. Parallèlement, il essayait de se retirer d'Afghanistan ; je m'y suis d'ailleurs rendue plusieurs fois pendant la période soviétique.

Brigitte Chapelain : Toujours pour le compte de l'AFP ?

Sylvie Kauffmann : Pour l'AFP puis pour *Le Monde* car entre-temps, en 1987, Jacques Amalric – qui était alors chef du service étranger du *Monde* et qui vient de nous quitter – accompagnait Jacques Chirac en voyage à Moscou et me propose de rejoindre le journal pour m'occuper de la rubrique Europe de l'Est. Ce fut une décision difficile car j'étais là depuis plus d'un an, j'étais passionnée, j'avais appris le russe, j'adorais travailler avec l'équipe de l'AFP – bref, je n'avais aucune envie de quitter Moscou, d'autant plus que fin 1987 en Europe de l'Est, c'était encore le glacis. J'ai finalement accepté et j'ai réussi à rester à Moscou jusqu'au printemps 1988 en passant au bureau du *Monde*.

En Afghanistan, je me souviens avoir été frappée par l'aspect piteux des troupes soviétiques, qui allaient finir par se retirer en 1989 : les conscrits étaient presque en guenilles, l'air mal nourri avec des casques trop grands et des bottes pourries. Cette armée soviétique dont on a eu tellement peur n'était plus du tout impressionnante. Il était clair aussi, à ce stade, que les « alliés » communistes afghans étaient des alliés de papier : dès qu'on avait la possibilité de leur parler, bien que très surveillés, on se rendait compte qu'il n'y avait aucune adhésion.

Brigitte Chapelain : Avez-vous d'autres souvenirs ?

Sylvie Kauffmann : Des images fortes... À Tchernobyl plusieurs pompiers étaient morts. J'avais lu dans un journal soviétique qu'ils étaient enterrés à Moscou, mais on ne savait pas où. Je me suis mise à la recherche de ces tombes. C'était difficile, il n'y avait pas de plan correct de Moscou, nous n'avions pas le droit d'aller au-delà d'un périmètre de 40 kilomètres et la police nous repérait facilement par nos plaques d'immatriculation. J'ai passé une journée entière à errer au volant de ma voiture à chercher ces cimetières et j'ai fini par trouver.

C'étaient des tombes sans rien, des tombes fraîches avec douze noms, mais sans aucune précision sur le métier et les raisons de la mort de ces pompiers : ils avaient été enterrés là

sans plus de cérémonie. Ces images-là m'ont marquée : elles montraient à quel point le secret restait important dans ce pays puisqu'il fallait cacher tous les échecs à la population, même quand des gens s'étaient comportés en héros.

Brigitte Chapelain : Comment travaille-t-on quand on est correspondant étranger ?

Sylvie Kauffmann : Dans cet univers communiste, il fallait aller chercher soi-même, et douter beaucoup. Une chose que j'ai apprise de ces années, c'est le doute : ne jamais rien prendre pour acquis, toujours aller chercher ce qu'il y a derrière, se demander « pourquoi me dit-il ceci ? » Sans tomber dans la paranoïa, le doute est important dans ce métier.

En Pologne, la part entre la vérité et le mensonge était relativement claire. En Roumanie, pendant et après la révolution, c'était extrêmement compliqué : on ne savait plus qui disait vrai, qui disait faux.

C'est très différent aux États-Unis. En reportage en Oklahoma ou au Texas et de gens, je pouvais rencontrer des gens dans la rue qui savaient relater des faits clairement, simplement. J'ai été correspondante trois ans à Washington, puis cinq ans à New York. À Washington, siège du pouvoir fédéral, le journaliste du *Monde* est tout petit. Autant à Varsovie (notamment grâce à Radio Free Europe qui traduisait nos articles), les gens connaissaient les grands journaux européens et, parfois, nos signatures, autant aux États-Unis, ils ne les connaissent pas et n'y attachaient aucune importance, car nos lecteurs n'étaient pas des électeurs potentiels. Quand on est correspondant européen aux États-Unis, il faut se grouper pour décrocher une interview avec un sénateur ou un responsable de l'administration. C'est un peu une leçon d'humilité.

Brigitte Chapelain : Comment conciliez-vous pratique professionnelle et identité culturelle ?

Sylvie Kauffmann : C'est vrai, nous avons notre propre lecture. Aux États-Unis, par exemple, la peine de mort est un terrain que j'ai beaucoup labouré car il intéressait les lecteurs du *Monde*. Cela m'a menée plusieurs fois au Texas, l'État qui exécutait le plus. J'ai rencontré des avocats, des militants de l'abolition. J'ai demandé à aller dans les couloirs de la mort, mais je n'en ai pas eu l'autorisation. À Huntsville, la petite ville où se trouve le pénitencier des condamnés à mort au Texas, j'ai fait la connaissance de Michelle Lyons, une jeune femme de 25 ans qui couvrait les exécutions pour le journal local. Nous nous sommes liées, on a beaucoup parlé. Elle avait arrêté de compter les exécutions auxquelles elle avait assisté à partir de 50... J'ai écrit un article dans *Le Monde* sur son métier. Je crois qu'elle a fini par changer d'avis sur la peine de mort. En voyant mon papier dans *Le Monde*, la *New York Review of Books* m'a demandé un article et j'ai souhaité le signer avec elle. J'ai eu leur accord et nous l'avons fait ensemble.

Brigitte Chapelain : Le métier de correspondant étranger a-t-il changé ?

Sylvie Kauffmann : Bien sûr, mais je pense que le fond du métier n'a pas changé. Le correspondant aux États-Unis à Washington continue à travailler son terrain autant qu'il le peut, en allant en reportage dans l'Amérique profonde et en rencontrant des gens qui parlent ouvertement. Mais maintenant les formats numériques obligent à plus de réactivité et de disponibilité. Finalement, on est à la fois agencier, analyste et reporter – on doit un peu tout faire. On attend du correspondant qu'il donne le regard du *Monde* assez vite. Avant Internet, on écrivait les papiers le soir pour le journal du lendemain. Maintenant, il faut nourrir la machine plusieurs fois par jour, pendant que les événements se déroulent, comme on l'a fait lors des affrontements du Capitole le 6 janvier : entre nos correspondants à New York, Washington et San Francisco et les

éditorialistes à Paris, nous avons tous fourni de la copie, récits, éditoriaux, analyses, tchats au fur et à mesure.

Brigitte Chapelain : Pour *Le Monde*, comment s'est opéré ce changement vers le numérique ?

Sylvie Kauffmann : À la fin des années 1990, Jean-Marie Colombani a lancé le site du *Monde* ; au début, l'équipe numérique était complètement séparée, dans un autre local à Paris. Éric Fottorino l'a fait venir dans les locaux en 2009. Après mon séjour en Asie, lorsque j'ai commencé comme directrice de la rédaction, ma tâche a été de rapprocher ces deux rédactions. Il fallait surtout éviter le terme « fusionner » parce que l'équipe du monde.fr avait la terreur d'être intégrée à la vieille machine du *Monde*. Il fallait rapprocher ces deux cultures, c'était compliqué. *Le Monde* numérique était installé au troisième étage et un badge était nécessaire pour y entrer ; c'était une équipe très sympa, mais qui tenait à son identité et à sa dimension innovante. Après être allée voir comment s'y prenaient le *Financial Times* et *Gazeta Wyborcza*, le journal polonais pionnier dans le numérique que j'avais vu naître vingt ans plus tôt, j'ai décidé de passer un mois en immersion au monde.fr. Cette expérience m'a été très utile et on a commencé à créer des structures communes. Mais ça ne s'est pas fait du jour au lendemain. *Le Monde* a par la suite changé de mains et des gros moyens financiers sont arrivés, qui ont permis d'investir dans l'innovation numérique, sous l'impulsion de Xavier Niel, et surtout d'embaucher. C'est donc une réussite, une réussite qui a complètement transformé le métier.

Brigitte Chapelain : De quelle façon ?

Sylvie Kauffmann : Au début d'Internet, nous journalistes étions fascinés par la manière dont ce nouvel outil facilitait la recherche d'informations, ouvrait toute sorte d'horizons. Mais nous n'étions pas les seuls : nos lecteurs

aussi y avaient accès. Donc très vite on a eu affaire à des lecteurs du *Monde*, des gens en général assez instruits, des enseignants, des chercheurs, qui ont remis en cause notre monopole du savoir journalistique. Cette concurrence nous a fait descendre de notre piédestal et a créé une sorte d'équilibre salutaire. On n'est plus maîtres du domaine médiatique. Mais avec les réseaux sociaux, plus personne n'est maître et il n'y a plus de règles. Je pense qu'on en reviendra : c'est une phase très compliquée à gérer, pas tant pour les journalistes finalement, mais pour les citoyens, pour la démocratie.

Je me souviens avoir regardé, un soir à Washington pendant la période Trump, les nouvelles avant de me coucher sur Fox News ; le lendemain matin en me levant j'ai allumé CNN. Il s'agissait de la même actualité, mais la version CNN n'avait strictement rien à voir avec celle de Fox News. J'ai réalisé à quel point ce pays était installé dans deux univers d'information parallèles qui ne communiquaient pas, parce que les gens qui regardent l'un ne regardent en général pas l'autre. Je me suis fait la réflexion : « Heureusement en France nous n'en sommes pas encore là ». C'était vrai alors. Y sommes-nous maintenant ? Je pense que nous nous y dirigeons. CNews n'est pas exactement Fox News et son audience est encore limitée. Théoriquement aussi, la législation française, avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel, nous protège. Mais il faut être extrêmement vigilants sur l'écho de ces chaînes renvoyé par les réseaux sociaux, c'est comme ça que nous arrivons à des univers parallèles.

Dans un journal comme *Le Monde*, ce que nous écrivons n'a aucun impact sur toute une partie de la population. Il y a une catégorie de la population qui est totalement imperméable au système médiatique dont nous faisons partie parce qu'elle n'en a pas envie, ou parce qu'elle n'y croit pas : elle est convaincue que nous mentons. Nous allons organiser la couverture de l'élection présidentielle de 2022 de façon professionnelle, rationnelle. Nous décrypterons les programmes des candidats. Mais toute cette

couverture rationnelle, j'ai presque envie de dire qu'elle ne va prêcher que les convaincus. Dès lors, comment toucher cet univers auquel nous n'avons pas vraiment accès ? C'est très compliqué. Les électeurs de certains de ces candidats n'auront jamais accès à ce travail d'analyse et resteront probablement crédules par rapport aux offres trompeuses. Comment atteindre ces gens qui, en revanche, sont exposés à de faux documentaires, de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux ? C'est là que se produit cette fracture qui me préoccupe.

Brigitte Chapelain : Vous avez déclaré le 1^{er} juin, dans « L'esprit public », sur France culture, qu'en France coexistaient deux univers qui ne se parlaient pas.

Sylvie Kauffmann : Au *Monde* les journalistes peuvent avoir des opinions complètement différentes et peuvent avoir envie de les faire passer dans leurs articles, mais nous restons dans un univers d'information rationnel dans lequel nous considérons que les faits priment et qu'ils doivent être vérifiés. C'est la base de notre mission. Mais quel impact avons-nous sur les non-lecteurs du *Monde*, qui sont de toute façon insensibles à nos arguments, insensibles aux faits, car ils considèrent, comme le faisaient les électeurs de Trump, que les faits ne sont pas vrais, que nous sommes manipulés, que nous les inventons. Nous faisons face à un mur de crédibilité qui complique terriblement notre univers informatif et notre vie démocratique. À partir de quoi les citoyens fondent-ils leur jugement ? C'est toute la question de la reconnaissance du fait comme élément central de l'information. C'est ce qui s'est passé aux États-Unis, avec la montée des thèses complotistes, et cela n'a pas disparu avec la défaite de Trump. Barack Obama a bien analysé ce phénomène dans une interview à *The Atlantic* au moment de la sortie de son livre : « Si nous n'avons pas la capacité de distinguer le vrai du faux, alors par définition le marché libre des idées ne fonctionne pas, dit-il. Et par définition, notre démocratie ne fonctionne pas. Nous

Brigitte Chapelain : Nous sommes passés à la radio numérique. Qu'en pensez-vous ?

Sylvie Kauffmann : Voilà un autre aspect très positif d'Internet : le podcast. Pouvoir faire de l'exercice, son ménage, aller faire ses courses, prendre le métro tout en écoutant un podcast, c'est fantastique – sauf que ça prend un peu du temps sur la lecture. *Le Monde* s'y est mis, le *New York Times*, *The Economist*, tous les grands journaux le font. Mais quand un journaliste qui a travaillé sur un sujet le raconte en podcast, vous n'avez plus besoin de lire son article finalement.

Brigitte Chapelain : Ce n'est pas grave ?

Sylvie Kauffmann : Non, non, c'est la même matière, donc je trouve que le podcast est vraiment très bien. Cela renouvelle complètement la radio !

Brigitte Chapelain : Quelle est la spécificité de la radio ?

Sylvie Kauffmann : Ce n'est pas la même écriture, la voix possède une puissance particulière. France Culture diffuse une émission remarquable, « À voix nue », un entretien avec une seule personne en cinq épisodes : l'interview de quelqu'un dans sa voix, ce n'est pas du tout la même chose qu'une interview sur papier, c'est plus personnel, et puis, il y a des choses que l'on perçoit dans la voix que l'on ne perçoit pas du tout à l'écrit ! Mais toute sorte d'autres formats sont possibles en radio, pratiquement autant qu'à l'écrit : reportage, éditorial, chronique, portrait, enquête, etc.

Brigitte Chapelain : Venons-en à l'Europe que vous connaissez si bien et dont vos analyses régulières approfondissent la réflexion du lecteur ou de l'auditeur. Dominique Wolton, dans son dernier ouvrage *Vive l'incommunication. La victoire de l'Europe* (Les Pérégrines, 2020) avance

que l'incommunication est le moteur de l'Europe, avec des relations compliquées, des altérités non comprises. Êtes-vous d'accord avec ce constat : « on ne se comprend pas et pourtant on est ensemble » ?

Sylvie Kauffmann : C'est bien vu, oui. Je comprends tardivement que le pluralisme linguistique est une richesse, mais également un handicap fondamental en Europe. Les étudiants apprennent l'anglais en première langue étrangère et cela devient une sorte de *lingua franca* qui nous permet de communiquer. Malgré tout, chaque pays vit dans sa langue. Nous avons lancé une collaboration journalistique en 2012, Europa, qui se poursuit d'ailleurs aujourd'hui, entre six grands quotidiens européens des six plus grands pays : *Le Monde*, *The Guardian* (Grande-Bretagne), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *El País* (Espagne), *La Stampa* (Italie) et *Gazeta Wyborcza* (Pologne). C'était une expérience formidable parce que nous avons constaté une culture journalistique commune, même chez les Polonais qui ont accédé plus tard à la liberté de la presse. Nous voulions produire un supplément ensemble, avec du contenu original. Nous nous réunissions à six au siège de chaque journal, à tour de rôle : nous tenions une conférence de rédaction en anglais, et choissions une thématique commune – comme l'immigration, la jeunesse, le chômage, la défense – avant de nous répartir les sujets. Chacun apportait sa vision, son expertise. C'était le moment le plus positif, le plus intéressant. Il n'y avait pas d'objet d'incompréhension : au contraire, on voyait que cette diversité enrichissait les autres. Chacun repartait dans son pays et attribuait les sujets dans sa rédaction. Premier écueil, ce supplément n'était pas la priorité des journalistes que nous sollicitions au sein de notre rédaction. Ensuite, chaque article était envoyé aux cinq autres dans la langue dans laquelle il était écrit. Deuxième écueil : je recevais donc des articles en anglais, en allemand, en espagnol, en italien et en polonais. La traduction représentait une énorme charge. Nous partagions aussi les photos et un logo commun, mais

chacun faisait sa maquette en fonction des contraintes graphiques de son journal. Sur le Web, c'était pareil. Nous y arrivions quand même et on était très fiers du résultat, qui montrait bien la pluralité des regards au sein d'une culture commune. Les Polonais ou les Allemands, par exemple, apportaient des angles fantastiques auxquels nous n'avions pas pensé, mais au prix d'un effort de réalisation énorme (temps, énergie, coût). Nous avions espéré avoir des annonceurs dans chaque pays, donc multipliés par six. En réalité, ce dont nous nous sommes aperçus à cette occasion, c'est qu'il n'y a pas de marché publicitaire européen. L'absence de revenus a été une grosse déception.

Cette expérience se poursuit mais de manière plus espacée et irrégulière. Il nous arrive par exemple de faire de grands entretiens tous les six ensemble : Angela Merkel, notamment, avait très bien compris l'intérêt de ce projet, et nous sollicitait par l'intermédiaire du journal allemand. Avec Europa, elle savait qu'elle allait toucher six lectorats d'un coup pour porter une parole européenne. La dynamique d'Europa a été brisée par la campagne du Brexit, qui a accaparé l'équipe du *Guardian*. Ensuite, il y a eu la crise catalane, l'arrivée des populistes en Italie, le durcissement en Pologne... Chaque pays s'est trouvé dans une crise interne qui a détourné les journaux de notre coopération européenne. Sur les six finalement, seuls mon collègue allemand et moi restions disponibles ! Cette expérience européenne illustre assez bien la richesse de la diversité, et en même temps la difficulté à la mettre en pratique et à lui faire produire des bénéfices.

Je suis d'accord avec Dominique Wolton, nous sommes ensemble parce qu'à la fois nous avons envie d'être ensemble et que nous avons besoin d'être ensemble, mais nous avons du mal à nous comprendre.

Brigitte Chapelain : Dans l'une de vos chroniques du *Monde* de juin 2021, vous avez rappelé les quatre conférences au Collège de France de l'historien-philosophe Luuk Van Middelaar (« Europe géopolitique, actes et paroles »,

24 mars-14 avril 2021). Vous avez souligné le constat de l'absence d'un récit européen et insisté sur l'urgence d'en construire un.

Sylvie Kauffmann : Notre récit européen jusqu'ici, c'est un peu le récit franco-allemand, qui lui-même est un objet d'étude absolument passionnant. Dans la relation franco-allemande, nous avons besoin d'être ensemble, nous sommes liés de manière inévitable, mais nous avons quand même beaucoup de mal à nous comprendre. Notre récit est celui de la réconciliation utile. Quand on regarde, ailleurs dans le monde, à quel point bien des pays sont incapables d'enterrer des différends séculaires (la Chine et le Japon par exemple), il est incroyable que la France et l'Allemagne soient arrivées si tôt, si vite à bâtir cette entente. C'est extraordinaire ! L'Europe s'est construite autour de cet axe de réconciliation franco-allemande pour ne plus être déchirée, dévorée par tous nos différends. Maintenant, cette histoire ne suffit plus. Les jeunes générations apprennent ce passé, mais c'est quand même très loin, le siècle dernier... Et puis le monde a tellement changé qu'il faut trouver autre chose. Ce récit doit donc être renouvelé, refondé ; il faut en trouver un autre qui soit positif, non plus seulement défensif et réactif. Qu'avons-nous à offrir, nous, Europe unie ? Pourquoi nous mettons-nous ensemble ? Quel en est l'intérêt, d'une part pour nous et ensuite pour le reste du monde ? Que peut-on offrir au reste du monde ? Pourquoi notre modèle peut-il être intéressant ? Comment le rendre séduisant ? Il ne s'agit pas de l'exporter, mais d'expliquer les raisons pour lesquelles nous y croyons. Pourquoi est-ce que ces valeurs, dont les dirigeants parlent tout le temps, sont exemplaires ou intéressantes, positives, productives ? Je pense que ce récit peut être fondé sur cette diversité, sur cette valeur assez unique qu'est la solidarité. On ne la met pas assez en avant, la pandémie nous l'a montré. Ce sens de la solidarité sociale, d'abord à l'échelle de l'État mais aussi à l'échelle de l'Union européenne, est rare : cela m'avait frappé quand je vivais aux États-Unis. Nous avons

les mêmes valeurs démocratiques qu'aux États-Unis mais nous, nous avons cette culture de l'État-providence et de la solidarité sociale. Ce qui est une évidence en Europe ne l'est pas du tout ailleurs dans le monde. Nous devons faire un tout de tous ces atouts et en tirer une logique, bâtir un récit. Les Américains sont bons là-dessus, les Russes aussi finalement : la population russe adhère au récit nationaliste de Poutine. Nous ne sommes pas obligés de tomber dans ce nationalisme et notre diversité justement nous en protège. Il faut vraiment trouver ce qui nous unit de manière positive, le mettre en pratique puis le mettre en avant, plutôt que nos échecs. C'est une spécificité française, mais aussi européenne, de toujours accorder plus d'importance à nos échecs qu'à nos réussites.

Brigitte Chapelain : Régis Debray parle de « misère mythologique de l'Europe »...

Sylvie Kauffmann : Oui, cela va dans le même sens. Je citerais un autre exemple : le règlement général pour la protection des données (RGPD). On est moins bon sur l'innovation technologique que les États-Unis ou d'autres pays, malheureusement : c'est une ambition que nous devons avoir et qui doit faire partie du récit. En revanche, nous sommes très bons sur l'élaboration de normes. La RGPD, cette nouvelle protection, est très européenne. Dans le secteur des hautes technologies aux États-Unis, nombreux sont ceux qui donnent raison aux Européens, mais le discours qui reste est que ces mesures tuent l'innovation. Nous aurions dû contre-attaquer très vite et être offensifs sur ce récit de la protection des données. Nous ne tuons pas la puissance technologique, mais ne voulons pas qu'elle nous contrôle, ni qu'elle nous dépasse. Nous souhaitons que les citoyens restent maîtres de ces outils. C'est formidable ! Nous avons quelques initiatives comme celle-ci qui doivent être exemplaires pour le reste du monde, mais que nous avons beaucoup de mal à valoriser.

Un dernier exemple sur la richesse de la diversité. Il y a quelques années, je suis allée en Biélorussie pour un voyage d'études avec un think tank européen, le European Council on Foreign Relations. Nous avons eu beaucoup d'échanges et un soir, nous avons organisé un dîner dans un restaurant avec les ambassadeurs des pays de l'Union européenne à Minsk. Tous les 27 n'ont pas d'ambassadeur à Minsk ; ils devaient être une douzaine. Minsk n'est pas l'endroit le plus gai de la terre et pour ces ambassadeurs, c'était une bonne occasion de discuter librement avec d'autres Européens. Tout le monde était assez heureux d'être là et chaque diplomate donnait son point de vue. Nous avons aussi invité l'ambassadeur des États-Unis. Ce qui m'a frappé dans le regard porté par chacun sur la Biélorussie, c'était à nouveau cette richesse de la diversité : l'Allemand, le Letton, le Suédois, celui du Vatican aussi, chacun avait quelque chose de particulier à apporter de par sa culture, son histoire, sa formation différente et l'ensemble convergeait bien sûr. Je me suis dit : mais quelle chance nous avons, nous, d'avoir toute cette diversité ! Je ne pense pas que si des représentants de l'Arkansas, de la Californie et du Texas avaient été présents, nous aurions eu cette diversité de points de vue. L'ambassadrice de l'Union européenne, une Lettone, était présente également. Mettre en musique cet ensemble est très compliqué, mais le résultat apporte une richesse que le représentant des États-Unis à lui seul ne possédait pas. Inversement, au moment d'agir, le représentant des États-Unis n'a pas à recueillir l'unanimité de 50 États et sa capacité d'action est évidemment plus simple. C'est là aussi le problème de l'Union européenne : dans le monde, aujourd'hui, les processus de décision de la Chine, des États-Unis, de la Russie sur la politique extérieure sont très centralisés, même pour les États fédéraux, alors que pour nous Européens, le processus de décision est extrêmement complexe et long : c'est une faiblesse. Pour l'Europe, le défi est d'arriver à faire de cette diversité une puissance.